

Elections sénatoriales de Vaucluse ce dimanche, Lucien Stanzione mise sur le terrain



À l'approche des élections sénatoriales qui auront lieu ce dimanche 27 septembre 2026, le sénateur PS (Parti socialiste) de Vaucluse, 'Agir ensemble, pour le Vaucluse', [Lucien Stanzione](#) défend un bilan fondé sur la proximité avec les élus. Agriculture, accès à l'eau, pastoralisme, services publics : il présente une liste composée de maires et d'élus locaux, loin des seuls appareils politiques. Sept listes sont en lice [ici](#).

En Vaucluse, les prochaines élections sénatoriales se joueront au suffrage indirect ce dimanche 27 septembre. Les grands électeurs : maires, conseillers municipaux, départementaux et régionaux désigneront les représentants du département au Sénat. Trois sièges sont à pourvoir. Le scrutin se



Ecrit par Mireille Hurlin le 22 septembre 2026

déroulera à la proportionnelle, sur des listes paritaires. Le sénateur sortant Lucien Stanzione fait de son expérience de terrain un argument central. D'ici vendredi il aura rendu visite à plus de 145 élus depuis le début de sa campagne.

Quel bilan tirez-vous de votre mandat depuis 2020 ?

Lucien Stanzione : « Une satisfaction globale des élus »

« Je ne vais pas prétendre que tout a été parfait, observe Lucien Stanzione sénateur PS de Vaucluse, mais je tire un bilan plutôt satisfaisant de ces six années. Les retours des maires et des élus sont bons, notamment sur notre présence et notre disponibilité. Avec [Jean-Baptiste Blanc](#), (Ndlr : Jean-Baptiste Blanc, sénateur LR, [Liste Les Républicains](#) avec Dominique Santoni, Pierre Gonzalvez, Dominique Plancher et Patrick Adrien) nous avons souvent travaillé ensemble sur des dossiers locaux. Je pense notamment à l'hôpital d'Apt, où nous avons défendu le service public hospitalier. Nous n'avons malheureusement pas réussi à empêcher la fermeture du service de chirurgie. Je le regrette profondément. La santé a un coût, mais elle n'a pas de prix. Mon action s'est aussi concentrée sur l'agriculture, les filières économiques locales, la gestion de l'eau, les territoires de montagne et l'adaptation au changement climatique. Ce sont des sujets très concrets, auxquels les élus sont confrontés chaque jour. »

Ecrit par Mireille Hurlin le 22 septembre 2026





Ecrit par Mireille Hurlin le 22 septembre 2026

Lucien Stanzione co-rapporteur d'une mission d'information sénatoriale sur le pastoralisme Copyright LS

La viticulture, la cerise et la lavande sont fragilisées par le climat. Que proposez-vous ?

L.S. : « L'État doit anticiper, pas subir »

« Le changement climatique n'est plus une menace lointaine. Il affecte déjà les rendements, les cultures et les revenus. Le gouvernement parle de transition agroécologique, mais encore faut-il une véritable volonté politique. On renvoie trop souvent les décisions aux filières. Or, l'État doit être capable d'anticiper. Il doit travailler avec les chambres d'agriculture et accompagner les exploitants avant que les difficultés ne deviennent irréversibles. L'agriculture vauclusienne repose largement sur de petites exploitations spécialisées, de 20 à 50 hectares. Elle ne ressemble pas aux grandes structures céréalières du nord de la France. La viticulture, la cerise ou la lavande sont parfois considérées comme des productions de niche. Elles font pourtant vivre des familles, des villages et toute une économie locale. Il faut donc soutenir la diversification, financer l'expérimentation et mieux accompagner les changements de cultures. Mais aussi garantir l'accès à l'eau. »

Vous défendez les retenues collinaires. Pourquoi ?

L.S. : « Pour que les ressources soient préservées »

« Il ne s'agit pas de promouvoir des mégabassines. Je parle de petites retenues capables de stocker l'eau lors des épisodes de fortes pluies, notamment à l'automne et en hiver, pour la restituer pendant les périodes sèches. Cette solution pourrait servir l'élevage et l'agriculture en altitude. Elle permettrait aussi de réduire la pression sur les nappes phréatiques, notamment la nappe du Miocène, qui s'étend de Carpentras à Visan et constitue une réserve stratégique pour le département. Bien sûr, ces ouvrages doivent être encadrés. Il faut tenir compte de l'évaporation, des besoins des milieux naturels et de la sobriété des usages. Mais laisser l'eau abondante s'écouler en période de pluie, puis manquer quelques mois plus tard, n'est pas une politique de gestion durable. »

Dans le Ventoux et les zones pastorales, la présence du loup alimente les tensions. Quelle position défendez-vous ?

L.S. : « Le pastoralisme avant tout »

« Je ne suis pas favorable à l'éradication du loup. La question est celle de la cohabitation et de l'équilibre entre les activités. Pour ma part, je fais le pari de l'économie pastorale. Elle fait vivre des familles et entretient les paysages. Elle ne concerne pas seulement le plateau de Sault : il y a des brebis à Montoux, au Thor et dans de nombreuses communes de plaine. Les éleveurs doivent être mieux aidés pour protéger leurs troupeaux. Cela passe par des chiens de défense correctement formés, des équipements adaptés, des clôtures et une surveillance renforcée. Des associations comme [Ferus](#) participent déjà à cette présence sur le terrain. Le loup doit pouvoir trouver sa place dans certains espaces, notamment les alpages. Dans les zones de moyenne montagne, le pastoralisme doit rester prioritaire. Sans éleveurs, les paysages se ferment et c'est toute une économie rurale qui recule. »



Lucien Stanzione et l'équipe de recherche INRAE lors du lacher de Ganapis Copyright LS

Le Sénat peut-il encore agir pour les petites communes, les commerces et les services publics ?

L.S. : Défendre des communes «qui n'ont pas de rentabilité»

« Oui, mais il faut accepter une idée simple : certains territoires ne seront jamais rentables au sens strict. Cela ne signifie pas qu'ils doivent être abandonnés. Avec le sénateur [Christian Redon-Sarrazy](#), j'ai travaillé sur un texte consacré à la préservation du patrimoine rural, adopté par le Sénat en juillet. Restaurer un bâtiment, maintenir un commerce ou sauver un service de proximité, c'est aussi retenir des habitants. Les élus cherchent des solutions pour obtenir la [DETR](#) (Dotation d'équipement des territoires ruraux), mobiliser le [Fonds vert](#) (Accélérer la transition écologique dans les territoires) ou préserver la dotation globale de fonctionnement. Ils veulent pouvoir réparer une route, rénover une école, végétaliser une cour ou maintenir un cabinet médical. La France dispose de moyens, mais elle ne les affecte pas toujours au bon endroit. Il faut davantage de partage et une politique plus ferme en faveur des communes rurales. »

Votre démarche se distingue-t-elle des précédentes élections ?

L.S. : « Une liste composée d'élus locaux »

« En 2020, j'avais constitué une liste avec plusieurs formations de gauche. Cette fois, j'ai voulu partir d'une autre réalité : les élus locaux ne demandent pas d'abord une étiquette politique. Ils veulent être accompagnés sur leurs dossiers. Ma liste réunit donc des élus de terrain : [Sophie Rigaut](#), conseillère départementale de Vaucluse, vice-présidente du Service départemental d'incendie et de secours, [Sandrine Raymond Lucarini](#), engagée sur les questions d'emploi et de jeunesse, [Christian Vachier-Moulin](#), agriculteur, viticulteur et éleveur, ainsi que [Philippe Armengol](#), maire de Velleron, très investi sur les questions environnementales. Ce sont des maires et des responsables locaux en exercice. Ils connaissent les contraintes budgétaires, les problèmes de recrutement, les urgences liées à l'eau ou aux



Ecrit par Mireille Hurlin le 22 septembre 2026

services publics. Ils ne sont pas hors-sol. Cette liste n'est pas construite autour d'un accord partisan. Chacun conserve ses convictions. Mais nous partageons une priorité : servir les communes et leurs habitants. »

Vous avez déjà visité la majorité des communes du département. Est-ce votre stratégie électorale ?

« Le calcul se fera le jour du scrutin »

« Je ne veux pas faire de calcul. Je préfère travailler. A vendredi j'aurai visité plus de 145 communes sur les 151 que compte le Vaucluse. Je continue à me déplacer, parfois avec un membre de la liste selon les secteurs. Les grands électeurs voient les candidats, posent leurs questions et jugent sur pièces. Notre campagne repose sur cette proximité. Le résultat, lui, se fera le jour du scrutin. »

Propos recueillis par Mireille Hurlin

A lire aussi

Anais Hausmann, liste Divers droite, pour 'Le bon sens du territoire' [ici](#) et Thierry d'Aigremont, liste rassemblement national, pour 'Au service des communes pour défendre le Vaucluse' [ici](#).